

Beaux-Arts

A Valenciennes, tableau sombre pour l'école d'art

par [Claire Moulène](#)

publié le 2 décembre 2022 à 6h56

Faute de financements suffisants accordés par la mairie de droite, l'Esad, établissement bicentenaire, risque de fermer à la rentrée prochaine. Ni le ministère de la Culture ni les collectivités territoriales ne semblent décidés à la sauver malgré son importance culturelle et sociale dans la région.



D'année en année, le budget de l'école n'a cessé de fondre, pour se réduire aujourd'hui à 1,2 million d'euros, alors que son fonctionnement nécessite au moins 1,6 million. (Stéphane Dubromel/Hans Lucas)

Elle a 240 ans au compteur. Et compte parmi les plus anciennes écoles des beaux-arts en France. Créée en 1782, augmentée en 1993 d'une spécialité design, l'école d'art et de design (Esad) de Valenciennes va dans le sens de l'histoire : elle a quitté ses locaux historiques du centre-ville en 2005 pour s'installer dans le siège de feu Usinor-Sacilor (ancien fleuron de la sidérurgie), un bâtiment plus insulaire mais ultra-fonctionnel. Et elle pourrait une nouvelle fois suivre la pente tragique du détricotage culturel sur un territoire, les Hauts-de-France, qui a pourtant largement [misé sur la culture](#) pour faire barrage à la montée du RN.

Fragilisée depuis 2012 par l'arrivée d'un nouveau maire (UDI, puis Horizons), Laurent Degallaix, qui a commencé à ponctionner les budgets de subventions, elle est à nouveau sur la sellette suite à la non-reconduction de son actuelle directrice, Nawal Bakouri, arrivée en janvier 2020. Depuis, elle a vu défiler pas moins de trois présidents à son conseil d'administration et, surtout, fait face à un scénario budgétaire impossible.

D'année en année, le budget de l'école n'a en effet cessé de fondre, pour se réduire aujourd'hui à 1,2 million d'euros, alors que son fonctionnement nécessite au moins 1,6 million. Une misère quand on sait que les écoles d'art de taille équivalente, celles de Clermont-Ferrand ou d'Annecy par exemple, fonctionnent avec un budget de 4 millions d'euros annuels en moyenne. L'Esad est une école territoriale, c'est-à-dire qu'elle est sous tutelle pédagogique du ministère de la Culture mais, contrairement aux huit écoles nationales des beaux-arts, et comme la majorité des [45 établissements distribués dans tout l'Hexagone](#) à la faveur de la décentralisation, elle dépend essentiellement des collectivités : région ou ville, dans ce cas précis.



Lors d'une manifestation dans les locaux, le 11 novembre. (Chloé Terrée)

«*Nous en déduisons qu'il s'agirait de réaliser une économie globale de 400 000 euros sur le budget prévisionnel de 2023, ou de trouver 400 000 euros de recettes supplémentaires en cinq semaines*», alertent les représentants de l'Esad. Et cela sans compter sur l'explosion attendue du coût de l'énergie, qui aura très certainement un impact sur cette école de 5 000 m² très difficile à chauffer. Le projet d'économies qui est imposé à l'école devra être présenté lors du prochain conseil d'administration qui se tiendra le 5 janvier. Celui-ci estime que sans présentation de plan d'économies à cette date, le concours d'entrée de l'année 2023 pourrait être annulé, l'Esad de Valenciennes retirée de Parcoursup, et le deuxième cycle fermé.

Ecosystème culturel, écologique et social

Contactés par *Libération*, ni l' élu à la culture à la mairie de Valenciennes, Daniel Cappelle, qui porte la voix du maire au conseil d'administration de l'école, ni l'élue à la petite enfance, Valérie Beyrouti, qui a pris la tête du conseil d'administration il y a un an, n'ont souhaité «*prendre la parole, dans la presse, sur ce dossier*». Mais on nous fait savoir que «*le sujet est sur la table*», sans exclure la possibilité d'une fermeture si le trou financier n'était pas résorbé.

En 2016, le maire avait menacé une première fois de fermer l'établissement. Alice Vergara, la directrice de l'époque, en poste de 2014 à 2019, tente alors un coup de poker pour sauver l'école en la plaçant dans le giron de l'Université polytechnique des Hauts-de-France. Un mariage bancal qui vient de se solder par le retrait unilatéral de l'Université.

Mais aujourd'hui, il ne reste plus beaucoup de billes dans le panier du futur directeur par intérim, le designer Stéphane Dwernicki, nommé le 7 novembre lors du dernier conseil d'administration de l'école. S'il a été soutenu par l'ensemble de l'équipe, son mandat intérimaire (qui débute le 2 janvier), ne court que jusqu'au 30 septembre 2023, date théorique de la prochaine rentrée scolaire. Or de rentrée, il n'y aura peut-être donc pas, si ni la ville (qui se rabat petit à petit sur l'agglomération, également présidée par Degallaix), ni la région, ni la Drac, le bras armé de la décentralisation du ministère de la Culture, ne se décident à débloquer un fonds d'urgence qui permette à l'école de passer l'hiver et surtout d'y voir plus clair sur des solutions pérennes pour son avenir.



L'école compte aujourd'hui 99 étudiants, contre 160 il y a cinq ans, et 15 enseignants encore en poste. (Stéphane Dubromel/Hans Lucas)

L'école compte aujourd'hui 99 étudiants, contre 160 il y a cinq ans, et 15 enseignants encore en poste. Ces derniers ont envoyé le 22 novembre un courrier au maire, qui n'y a pas

répondu, où ils ont listé les initiatives qui ont contribué à l'écosystème culturel, écologique et social de la ville, rappelant «*les liens étroits*» qui les unissent aux Valenciennes : création de luminaires bleus pour éclairer le chemin de la gare et le musée, conception d'abris à vélo futuristes, recyclage de bouteilles en plastique au bord de l'Escaut pour les transformer en bateau pour les enfants, via un procédé innovant, création d'une aire de jeux pour les enfants de Calais et autres collaborations avec des chercheurs de l'université de Lille autour de la réalité augmentée. «*Nous nous sommes promenés, nous avons dessiné, noté, observé, archivé le patrimoine industriel de la ville, son environnement et sa biodiversité.*»

«*Le maire n'a qu'un mot à la bouche, innovation. Et il considère que l'école est un vieux machin, décrypte aujourd'hui Alice Vergara, qui a développé la filière design social de l'école. Cela fait pourtant des années que nous essayons de le convaincre que les créateurs sont les mieux placés pour penser la transition écologique. Dans cette région touchée de plein fouet par la désindustrialisation, il y a beaucoup à faire pour penser et concevoir une biorégion.*»

Deux scénarios inquiétants

Laurent Degallaix pourrait-il être – après celui de Perpignan en 2016 – le deuxième maire de France à fermer une école d'art sur le territoire français ? Ou se serait-il engagé dans un nouveau bras de fer avec l'Etat, pour obtenir une compensation ou une aide financière ? Le 19 octobre, il avait déjà déclenché une polémique en annonçant qu'il fermerait cet hiver la quasi-totalité des équipements sportifs de sa ville, pour faire face à la crise énergétique, avant finalement de faire machine arrière et d'obtenir un rendez-vous avec le ministère des Sports, sans que l'on sache ce qui en a résulté.

En menaçant depuis plusieurs années de fermer son école des beaux-arts, Laurent Degallaix espère-t-il là encore faire pression sur le ministère de la Culture, et donc la Drac, pour qu'ils mettent au pot au-delà des 250 000 euros qu'ils versent chaque année à l'ensemble des écoles d'art du territoire ? Contactée à deux reprises, la Drac Hauts-de-France n'a pas donné suite.

Aujourd'hui, deux scénarios inquiétants menacent donc à court terme cette école bicentenaire : la fermeture sèche dès la rentrée prochaine, ou un scénario plus pernicieux, qui consisterait à la laisser mourir à petit feu. «*Le risque, c'est aussi que le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ne délivre plus d'accréditation à l'école, c'est-à-dire que les diplômes ne soient plus valides, analyse Nawal Bakouri. Il y a deux ans déjà, toutes les écoles de la région avaient été accréditées pour trois ans au lieu de cinq normalement, ce qui était une manière de tirer la sonnette d'alarme, et d'indiquer aux principales tutelles qu'elles devaient conforter budgétairement leurs écoles.*»

Soulignant que 50 % des étudiants de l'école de Valenciennes sont nés dans l'agglomération «*et que pour certains, ils n'avaient pas le choix de partir plus loin*», les signataires de la lettre au maire de Valenciennes ont rappelé le rôle de ces écoles territoriales, véritable «*porte de sortie et accès privilégié aux études supérieures d'art et de design permettant de cheminer et se projeter dans des carrières d'artistes et de designers au rang régional et national*».

«*Ce qui se passe à Valenciennes pourrait avoir un effet domino sur les écoles d'art territoriales*», avertit Nawal Bakouri. Elle a mobilisé l'Andéa, l'association des écoles d'art, dont le dernier séminaire se tenait justement en partie à Valenciennes. «*Les écoles territoriales sont dans l'angle mort de toutes les politiques publiques. Les collectivités estiment que l'enseignement supérieur ne relève pas de leur compétence, et le ministère ne veut plus être une tutelle mais un simple partenaire, résume un membre de l'Andéa. Or on voit bien qu'il suffit d'une personnalité sceptique pour fragiliser ce système.*»